



GOUVERNEMENT

*Liberté
Égalité
Fraternité*

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Paris, le 30 juillet 2021

M. Gérald DARMANIN, ministre de l'Intérieur

Le Conseil constitutionnel a rendu ce jour une décision portant sur la loi relative à la prévention d'actes de terrorisme et au renseignement.

Le Gouvernement se félicite de la validation par le Conseil de l'essentiel des dispositions portées par ce texte, visant à pérenniser les mesures de police administrative créées par la loi du 30 octobre 2017 renforçant la sécurité intérieure et la lutte contre le terrorisme, dite loi SILT - périmètres de protection, fermetures de lieux de culte, mesures individuelles de contrôle administratif et de surveillance (MICAS), visites domiciliaires et saisies - et à renforcer les outils dont disposent les services de renseignement pour défendre nos intérêts fondamentaux. En particulier, les MICAS sont renforcées par la possibilité, validée par le Conseil constitutionnel, donnée à l'autorité administrative de prononcer une interdiction de paraître dans des lieux exposés à un risque de terrorisme.

Il prend acte et regrette que le Conseil constitutionnel ait censuré l'allongement de la durée des MICAS, que la loi prévoyait de porter de 12 à 24 mois pour la seule population des personnes ayant purgé une peine d'au moins 5 ans de prison (ou d'au moins 3 ans en cas de récidive) pour une infraction en lien avec le terrorisme et au vu d'éléments nouveaux ou complémentaires présentés tous les trois mois.

Le Gouvernement relève surtout que la décision valide la création d'une mesure judiciaire applicable aux auteurs d'infractions terroristes, décidée à l'issue de leur peine ce qui permettra de tenir compte de leur dangerosité particulière et de renforcer significativement et sur une durée plus longue leur suivi à la sortie de détention.

Cabinet de M. Gérald DARMANIN, ministre de l'Intérieur

Tél : 01 49 27 38 53

sec1.pressecab@interieur.gouv.fr